

Unité départementale du Val-d'Oise
Immeuble Jacques Lemercier
5 avenue de la Palette
95010 CERGY-PONTOISE

CERGY-PONTOISE, le 04 juillet 2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 04 juillet 2023

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

CHEMTURA (EX. GREAT LAKES)

38bis rue Ernest Renan 60600 FITZJAMES

Références : UD95-2023-0498
Code AIOT : 0006505938

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 04 juillet 2023 dans l'établissement CHEMTURA (EX. GREAT LAKES) implanté 24, rue Etienne Dolet sur la commune de Persan. L'inspection a été annoncée le 29 juin 2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite de l'inspection a été faite suite à la demande de l'exploitant en vue de modifier l'arrêté préfectoral du 31 mars 2011 portant sur les prescriptions techniques des travaux de réhabilitation et imposant la fourniture d'un dossier de servitude d'utilité publique. Cette dernière a été instaurée par l'arrêté préfectoral du 28 août 2019.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- CHEMTURA (EX. GREAT LAKES)
- 24, RUE ETIENNE DOLET BP 40 95340 Persan
- Code AIOT : 0006505938
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société CHEMTURA (ex GREAT LAKES CHEMICAL FRANCE) a exploité une usine pour la fabrication et la synthèse de produits chimiques (notamment du plastifiant et antioxydant) jusqu'en 2002 sur la commune de Persan (Val-d'Oise). La démolition des bâtiments du site a eu lieu en 2007. La notification de la cessation d'activité a été prise le 14 décembre 2004. Un plan de gestion en date du 19 février 2010 ainsi qu'un arrêté préfectoral complémentaire du 31 mars 2011 a défini les prescriptions techniques des travaux de réhabilitation et imposant la fourniture d'un dossier de servitude d'utilité publique.

Un procès verbal de récolement du 21 décembre 2018 a été adressé par l'inspection.

Un arrêté préfectoral du 28 août 2019 a institué une servitude d'utilité publique et de restriction d'usage sur les trois zones de l'ensemble de la parcelle concernée par l'exploitation de l'usine. La surveillance du site, le confinement des eaux souterraines avec la mise en place de la barrière

hydraulique et les mesures de rejet dans le milieu naturel ainsi qu'un suivi de la nappe d'eau souterraine ont été menés par l'exploitant, en application de l'arrêté préfectoral du 31 mars 2011.

Par ailleurs, la visite s'inscrit dans le cadre de l'instruction du porter-à-connaissance, transmise à l'inspection le 15 mai 2023, afin de modifier de l'arrêté préfectoral complémentaire du 31 mars 2011. L'exploitant propose les modifications suivantes :

- l'arrêt de la surveillance annuelle des sédiments dans l'Esches en amont et en aval du site ;
- l'arrêt des analyses trimestrielles de certains piézomètres du suivi de la nappe ;
- le comblement dans les règles de l'art des piézomètres PZ2bis (anciennement PZ2), VT30 et PZB ;
- la mise en œuvre d'un protocole d'arrêt de la barrière hydraulique et l'arrêt de la surveillance du site.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- mise en sécurité des mesures de suivi de surveillance,
- restriction d'usage,
- risques chroniques ,
- sécurité des usagers.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

À chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations

classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;

- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Par courrier du 15 mai 2023 visé en référence, CHEMTURA sollicite une modification du programme de surveillance des eaux souterraines et superficielles sur la base du bilan quadriennal de la période 2017-2020. L'inspection souhaite vérifier l'état des mesures prescrites dans les deux arrêtés préfectoraux du 31 mars 2011 et du 28 août 2019, dont l'état des piézomètres et des usages futurs.

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite-s qui avaient été donnée-s	Autre information
1	Surveillance et traitement des eaux souterraines	AP Complémentaire du 31/03/2011, articles 13 et 13-3	/	Sans objet
2	Usage futur	Arrêté Préfectoral du 28/08/2019, article 3-1	/	Sans objet
3	Réhabilitation et surveillance du site	Arrêté Préfectoral du 28/08/2019, article 4-2	/	Sans objet
4	Sécurité des usagers	Arrêté Préfectoral du 28/08/2019, article 5-1, 5-3 et 5-5	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Le site a fait l'objet de différentes transactions :

- La « zone Est », d'une superficie d'environ 4,2 ha, a été cédée à la mairie de Persan en décembre 2019 en vue de réaliser un parc.
- La « zone Ouest », d'une superficie d'environ 4,6 ha, a fait l'objet d'une promesse de vente en octobre 2022. Les futurs acquéreurs projettent d'aménager l'extension d'une zone d'activité existante au Nord de la parcelle (usage d'activités, de bureaux et de stockage). Par courrier du 15 mai 2023, CHEMTURA sollicite une modification du programme de surveillance des eaux souterraines et superficielles.
CHEMTURA conservera une partie de l'unité foncière environ 2 630 m² sur laquelle est établie la barrière hydraulique au sud-ouest.

La visite de l'inspection permet de constater que la surveillance et la dépollution des eaux souterraines du site est bien suivi dans sa globalité.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Surveillance et traitement des eaux souterraines

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 31/03/2011, articles 13 et 13-3
Thème(s) : Risques chroniques, suivi piézométrique
Point de contrôle déjà contrôlé : oui, rapport de l'inspection du 21 décembre 2018
Prescription contrôlée : <p>→ L'exploitant réalise un suivi piézométrique de manière à s'assurer du bon fonctionnement du dispositif de confinement ainsi que sur le niveau dans le drain. Il fait procéder tous les trois mois à un relevé piézométrique sur les piézomètres PZ3, PZ6bis, PC3, PZ1, PZ2, PZH et PZG. Ce relevé comporte également un enregistrement des paramètres de fonctionnement du ou des ouvrages de pompes utilisés pour assurer le confinement. Ces contrôles font l'objet d'un rapport et de conclusions sur la piézométrie de la nappe.</p> <p>→ Toutes les précautions doivent être prises au niveau des ouvrages de prélèvements ou de surveillance de la nappe de manière à éviter toute source de pollution éventuelle des eaux souterraines. Les ouvrages sont maintenus en bon état et entretenus de manière à permettre la réalisation de prélèvements représentatifs de la qualité de la nappe et la réalisation des mesures prévues à l'article 13-1.</p> <p>En cas de fermeture d'un ouvrage, le forage sera comblé au moyen de matériaux propres, imperméables, inertes et de manière à assurer son étanchéité définitive par exemple au moyen d'un bouchon de ciment de 2 mètres d'épaisseur au moins.</p>
Constats : <p>→ L'inspection souligne que l'exploitant transmet régulièrement les suivis des analyses et qu'une servitude d'utilité publique en vue de conserver la mémoire du site a été réalisée conformément à l'arrêté du 31 mars 2011. Toutefois, certains ouvrages sont soit endommagés soit ne peuvent plus être conservés en raison des projets d'aménagement en cours sur l'ensemble du site.</p> <p>→ Ainsi, par courrier du 15 mai 2023, l'inspection a reçu une demande de modification de l'arrêté préfectoral et de la carte piézométrique de la part de l'exploitant afin de mettre en cohérence l'acte réglementaire et la surveillance réelle du site. L'instruction du porter à connaissance de modification est cours.</p> <p>→ Par ailleurs, lors de la visite du 4 juillet 2023, l'inspection constate que certains ouvrages dont ceux qui font l'objet de la demande de modification de l'arrêté préfectoral du 31 mars 2011 sont hors service. Toutefois, il a été constaté que tous les piézomètres qui font l'objet de la demande de maintien du suivi de la surveillance de la barrière hydraulique sont en bons états et entretenus. Les piézomètres PZ201, PP1 18, PP1 25 et ZG sont maintenus en place, les cadenas et trappes sont bien fermés.</p> <p>En ce qui concerne l'ouvrage endommagé (PZB) dont le suivi n'est plus envisageable en raison de l'aménagement du parc ainsi que du projet d'aménagement de la zone économique (PZ2bis et VT30), devront être comblés dans les règles de l'art. L'exploitant a confirmé qu'il prendrait en charge le comblement des piézomètres.</p> <p>Par courrier du 15 mai 2023, l'inspection a reçu une demande de modification de l'arrêté préfectoral de la part de l'exploitant afin de mettre en cohérence l'acte réglementaire et la surveillance réelle du site. L'instruction du porter à connaissance de modification est cours.</p> <p>Bien que ce constat soulève des non-conformités, elles ont été identifiées et traitées dans le porter-à-connaissance de modification. Comme l'instruction du porter-à-connaissance est en cours, l'inspection ne propose pas de suite.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : Usage futur

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 28/08/2019, article 3-1
Thème(s) : Situation administrative, Restrictions d'usage des parcelles
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'usage au droit des terrains désignées par les 3 zones est ainsi distingué : <ul style="list-style-type: none">- Zone Ouest (à l'exception de la bande située le long de l'Esches) : usage limité à des activités professionnelles non sensibles, de type commerce, artisanat, logistique ou industrie. L'usage résidentiel n'est pas autorisé.- Zone Est (et bande située dans la zone Ouest le long de l'Esches) : usage récréatif (de type parc). L'usage résidentiel n'est pas autorisé.- sur les 3 zones : le creusement de puits et de forages pour la production d'eau, et de manière générale, l'utilisation des eaux souterraines pour des usages sensibles sont interdits.
Constats : Lors de la visite du 4 juillet 2023, il a été observé que la parcelle Est est en cours d'aménagement d'un parc récréatif et que la zone Ouest est toujours en friche. La « zone ouest », hors zone de la barrière hydraulique, fait l'objet d'une promesse de vente au bénéfice solidairement de Spirit Entreprises et de la SEMAVO en vue de réaliser l'extension de la zone d'activité au Nord de la parcelle. La zone Ouest est réservée à usages des activités professionnelles non sensibles, de type commerce, artisanat, logistique ou industrie. L'usage résidentiel n'est pas envisagé. La troisième zone mentionnée dans les articles 2 et suivants de l'arrêté préfectoral du 28 août 2019 porte sur la localisation de deux piézomètres sur une zone hors site située à l'aval hydraulique du site. (référence AM-1 du terrain de sport communal). La zone Est, transmise à la collectivité de Persan, est en cours d'aménagement pour la réalisation d'un parc public. Les usages définis dans l'arrêté préfectoral du 28 août 2019 sont bien respectés. Ainsi les usages actuels et projetés sont conformes aux dispositions de l'arrêté préfectoral, l'inspection ne propose pas de suite.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 3 : Réhabilitation et surveillance du site

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral SUP du 28/08/2019, article 4-2
Thème(s) : Risques chroniques, Traitement et surveillance de la qualité de la nappe
Point de contrôle déjà contrôlé : Oui rapport d'inspection du 21 décembre 2018
Prescription contrôlée : Les futurs propriétaires des parcelles n'apporteront aucune modification sans validation préalable de la société CHEMTURA /.../ - la zone dite de « la barrière hydraulique » (comprenant les installations de confinement de la nappe souterraine et de traitement des eaux pompées), /.../
Constats : L'exploitant est toujours propriétaire de la zone de la barrière hydraulique. Lors de l'inspection, il a été remarqué que la zone concernant la surveillance de la barrière hydraulique est bien clôturée et sous surveillance (vidéo et alarme). Le dispositif de pompage et les piézomètres sont en bon état. L'exploitant transmet selon les fréquences imposées par l'arrêté préfectoral complémentaire du 31 mars 2011 les rapports de suivi des eaux souterraines et superficielles. Le directeur du service technique a fait part que la commune souhaite prendre acquisition de la parcelle afin de parfaire l'acheminement piéton sur le domaine public en accord avec le projet d'une piste cyclable par le conseil départemental. Or, l'inspection et l'exploitant indiquent que ce projet d'acquisition est prématuré et qu'il est préférable d'attendre la fin du suivi de surveillance de la barrière hydraulique. La collectivité est donc invitée à reprendre contact avec l'exploitant ou l'inspection d'ici 2 à 3 ans. Les mesures de surveillance de la barrière hydraulique sont rigoureusement respectées par l'exploitant. Par ailleurs, l'inspection rappelle à la collectivité de Persan de bien veiller à consulter la société Chemtura en cas de modification apportée sur le site notamment sur la zone du parc. L'inspection ne propose pas de suite.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 4 : Sécurité des usagers

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral SUP du 28/08/2019, articles 5-1, 5-3 et 5-5
Thème(s) : Risques chroniques, Précautions pour les tiers intervenant sur le site
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : → La réalisation de travaux n'est possible que sous la condition de mettre en œuvre un plan « hygiène et sécurité » pour la protection de la santé des travailleurs devant intervenir au cours de tous travaux d'aménagement du site devra être mis en place. → En cas de projet de plantations d'arbres ou autres végétaux, ceux-ci ne doivent pas être destinés à l'alimentation humaine ou animale. → Concernant la zone Ouest, une couverture des surfaces sur l'ensemble du terrain est mise en œuvre lors du réaménagement et préalablement à toute utilisation afin d'empêcher tout contact direct entre les sols du site et les usagers. La couverture peut être assurée par des terres naturelles, des surfaces bétonnées, des enrobés, bâtiments, voirie, ou tout autre moyen de confinement équivalent. /.../ Concernant la zone Est, il est maintenu : → au niveau des terrains, une couverture de surface d'environ 30 cm de terres végétales séparées des terrains du site par un géotextile avertisseur ; /.../
Constats : → Lors de la visite, l'inspection a constaté que des ouvriers étaient en train de mettre en place des structures de jeux. Il a été demandé au directeur des services techniques si l'entreprise qui réalise les travaux d'aménagement et la pose des structures de jeux a bien été informée des mesures de protection et notamment de la mise en œuvre du plan "hygiène et sécurité" pour la protection de la santé des travailleurs. Le directeur des services techniques indique que l'entreprise a été informée. L'inspection constate que la pose des structures se fait sur une dalle de béton, les employés ne sont pas en contact direct avec le sol ou sous-sol. → Lors de l'inspection du 4 juillet 2023, il a pu être constaté qu'aucune plantation ou végétaux n'est destiné à l'alimentation humaine ou animale. → Enfin, il a été remarqué que la partie Ouest est restée en friche. Le site est en cours d'acquisition par la Sémavo afin de réaliser l'extension d'une zone d'activité économique et commercial. La zone Ouest sera donc occupée principalement de voirie, stationnement et de locaux d'activité. La partie Est est de la propriété de la ville de Persan. Cette parcelle est concernée par l'aménagement des jeux et a fait l'objet de remaniement des sols récemment par la collectivité. Or, la société CHEMTURA a procédé aux mesures de précautions pour les tiers en appliquant une couverture de surface d'environ 30 cm de terres végétales séparées par un géotextile avertisseur. Le directeur du service technique de la ville a expliqué que pour créer l'aménagement de la voie douce accédant aux jeux, il a été retiré 20 cm de terre puis appliqué un revêtement en sablon compacté. Le surplus des terres sert de merlon afin de protéger et cacher la vue aux habitations à proximité du parc. Même si la membrane est restée en place et que le revêtement a été remplacé, l'inspection a constaté que la société CHEMTURA n'a pas été avertie de cette mesure par la commune. Bien que ce constat soulève une non-conformité concernant le retrait des 20 cm de terre qui faisait partie des mesures de sécurité afin d'empêcher tout contact direct entre les sols du site et les usagers. L'inspection ne propose pas de suite. En effet, la terre a été remplacée par un sablon compacté et le cheminement se trouve sur la partie la moins exposée par la pollution du site.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet